

Depuis sa fondation, le total de ses dons à l'armée s'est élevé à.....	Fr. 1,879,372
et celui des sommes consacrées aux victimes des désastres publics à .....	» 646,630
Total	Fr. 2,525,502

L'Union est administrée par un Comité central de Direction et compte un grand nombre de comités de province.

La présidente-fondatrice est M<sup>me</sup> E Kœchlin-Schwartz, la présidente, M<sup>me</sup> D. Pérouse, et le secrétaire général, M. le Dr Bouloumié. Le siège social est à Paris, 29, Chaussée d'Antin.

C'est à l'assemblée générale de 1906, qui eut lieu le 22 mai de l'an dernier, que M<sup>me</sup> Kœchlin-Schwartz, après vingt-cinq ans de consécration entière à l'œuvre de l'Union des femmes, fit connaître sa décision de prendre sa retraite tout en acceptant de rester membre du Conseil de Direction.

En 1906 les réserves en espèces de la Société s'élevaient à..... Fr. 4,588,638 38  
et son matériel avait une valeur totale de .. » 879,531 38

En 1906 le nombre des hôpitaux auxiliaires du territoire (1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> séries) s'était élevé à 158 avec 7535 lits. Le secrétaire général, Dr Bouloumié, a également constaté que l'enseignement des infirmières se développait et s'améliorait, et que le nombre des inscriptions d'infirmiers allait également en augmentant.

Nul doute que le compte rendu de l'assemblée de 1907 ne nous fournisse un tableau plus favorable encore.

---

## GRANDE-BRETAGNE

---

### LA HUITIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE A LONDRES

Les Sociétés de la Croix-Rouge ont tenu à Londres, du 10 au 15 juin dernier, leur huitième conférence internationale.

Sous réserve des rectifications résultant de la publication du

compte-rendu officiel de la Conférence, nous pouvons indiquer provisoirement que vingt et un Comités centraux étaient représentés à Londres; en outre, seize Gouvernements avaient envoyé des délégués: l'ordre de Malte et l'ordre de St-Jean de Jérusalem d'Allemagne et d'Angleterre, avaient également répondu à l'invitation du Comité central anglais: enfin le Comité international comptait six de ses membres à la Conférence. Un fait intéressant à noter, c'est que, pour la première fois, les trois sociétés qui en France consacrent leur activité à l'œuvre de la Croix-Rouge, étaient simultanément représentées à la Conférence de Londres. Cette heureuse circonstance est due à la création d'un Comité central de la Croix-Rouge française, qui a établi un lien commun entre la Société française de secours aux blessés militaires, l'Association des Dames françaises, et l'Union des Femmes de France. Chacune de ces associations était représentée à la Conférence de Londres par des délégués au nombre desquels figuraient plusieurs dames, et le Comité central lui-même nous avait envoyé son président en la personne du vénérable marquis de Vogué.

Le gouvernement anglais a témoigné de l'intérêt qu'il porte à l'organisation des secours volontaires en désignant sept délégués et le Conseil de la Société de la Croix-Rouge d'Angleterre, ainsi qu'un bon nombre de Comités régionaux, avaient aussi choisi de nombreux représentants.

La présidence de la Conférence avait été dévolue au très honorable comte Roberts, feldmaréchal de l'armée anglaise: il s'était formé, en outre, un nombreux Comité de réception, composé de dames et de messieurs, puis un Comité spécial pour l'expédition des affaires, auquel étaient adjoints un secrétaire anglais et un secrétaire étranger.

Les séances ont été tenues dans une salle d'un bâtiment appelé Examination-Hall, Victoria Embankment, dans un quartier très central à proximité des principaux hôtels.

Conformément au règlement adopté par la Conférence de St-Pétersbourg, la commission des délégués s'est réunie avant la séance d'ouverture et a fait les désignations pour la présidence, la vice-présidence, et le secrétariat, à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale.

Lord Roberts fut acclamé comme président et a occupé le

fauteuil pour la séance d'ouverture. La présidence effective fut ensuite exercée par le doyen des vice-présidents, M. le marquis de Vogué. Dès le début de la Conférence, Lord Roberts transmit aux délégués les vœux de S. M. la reine d'Angleterre et de S. M. l'Impératrice douairière de Russie, qui ont accordé leur haut patronage à l'œuvre de la Croix-Rouge. La copie d'une lettre autographe de S. M. la reine Alexandra fut au cours de la Conférence distribuée à tous les délégués, en témoignage de l'intérêt porté par Sa Majesté, à l'organisation des secours volontaires. L'auguste écrivain, y fait une délicate mention du dévouement héroïque de Miss Florence Nightingale, qui contribua beaucoup à ouvrir la voie où nous marchons aujourd'hui.

La Conférence s'est successivement occupée des questions suivantes : attribution des revenus du Fonds Augusta, organisation et fonctionnement des bureaux des prisonniers de guerre ; soins à donner aux prisonniers de guerre aux termes du règlement de La Haye, décisions de la nouvelle Convention de Genève de juin 1906, en rapport avec la Croix-Rouge ; moyens de prévenir l'abus du signe de la Croix-Rouge ; place et rôle des femmes dans les formations sanitaires et hôpitaux en temps de guerre ; la Croix-Rouge sur mer ; l'organisation d'entrepôts par les soins de la Croix-Rouge et les rapports mutuels de ces entrepôts en temps de paix et en temps de guerre ; moyens improvisés de relèvement et de transport des blessés ; emploi des chiens dans le service de santé militaire, organisation des Conférences internationales et participation de la Croix-Rouge à la lutte contre la tuberculose ; nature des secours que les neutres peuvent donner aux belligérants ; service permanent de secours, pour donner en temps de paix, des secours immédiats aux victimes de calamités publiques, comptes-rendus de l'œuvre de divers comités centraux, américain, anglais, italien, japonais, russe.

En ce qui concerne l'attribution future des revenus du Fonds Augusta, l'assemblée a adopté une proposition de la commission des délégués portant que les intérêts du Fonds Augusta seront affectés, *tous les trois ans*, par le Comité international, soit à des missions que les Comités centraux jugeraient utile d'organiser, dans l'intérêt général de l'œuvre de la Croix-Rouge, soit à des associations de femmes, notamment en ce qui concerne la création

d'écoles d'infirmières ou en faveur de tout autre but d'utilité pratique. Les demandes d'allocations parviendront au Comité international par l'entremise des Comités centraux. Le Comité international édictera sur ces bases un nouveau règlement d'exécution.

L'article 15 de la Convention de La Haye de 1899 prévoit la constitution de sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable en vue de distribuer des secours aux prisonniers.

Les Sociétés de la Croix-Rouge ont-elles un rôle à jouer dans cette occurrence ? Elles ont l'avantage d'avoir une organisation permanente et d'être autorisées à se mettre en rapports avec toute une catégorie de prisonniers, les blessés et les malades capturés sur les champs de bataille. De là à les charger officiellement de ce nouveau service, il n'y a qu'un pas. Certains s'effrayent à l'idée qu'une partie des ressources des sociétés de la Croix-Rouge serait ainsi détournée de sa destination : mais on peut parer à cette objection en faisant appel à de nouvelles ressources pour cette activité spéciale. Les quatre propositions russes sur cet objet furent condensées, sur la proposition de M. de Martens, dans la résolution suivante qui fut votée à l'unanimité : « La huitième Conférence internationale de la Croix-Rouge exprime le vœu que les Sociétés de la Croix-Rouge se reconnaissent, par la force même des choses, obligées de porter secours aux prisonniers de guerre, conformément aux stipulations de la Convention de la Haye et dans les limites posées par les lois et coutumes de leurs pays. Elle prend acte de la déclaration du Comité international de Genève offrant de servir d'intermédiaire, le cas échéant, entre les Comités centraux. »

On s'est souvenu, en insérant cette dernière phrase, des services rendus en leur temps par les agences de Bâle et de Trieste organisées par le Comité international.

Le rapport du Comité central allemand sur les décisions de la nouvelle Convention de Genève de juin 1906 qui sont de quelque importance pour les sociétés de la Croix-Rouge a donné lieu à un échange d'observations intéressantes. L'honorable rapporteur, baron von dem Knesebeck, tout en se réjouissant du fait considérable que l'activité auxiliaire des sociétés volontaires ait été offi-

ciellement consacrée par le texte de la nouvelle Convention, a émis la crainte que les termes de l'article 23, trop strictement interprétés, ne fussent une entrave à l'œuvre des sociétés de la Croix-Rouge en temps de paix. Cet article dit que l'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots Croix-Rouge ou Croix de Genève ne pourront être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

Or, pourrait-on dire, la Convention a été faite en vue des militaires blessés et malades; le bénéfice de ses dispositions n'est assuré qu'à eux, aux formations et établissements sanitaires qui les concernent, au personnel et au matériel employés à les secourir: il semble en résulter que toute autre activité, par exemple en faveur des victimes d'épidémies, de maladies chroniques, de calamités publiques, ne pourrait plus être placée sous l'égide de la Croix-Rouge.

Mais il a été répondu à M. de Knesebeck, notamment par MM. de Martens, Renault et Odier, que telle n'était pas la portée de l'article 23, inséré dans la Convention pour empêcher le port abusif du signe de la Croix-Rouge par des individus ou des collectivités qui n'y seraient pas régulièrement autorisés; qu'il ne pouvait avoir pour effet de limiter le champ d'action des sociétés de secours volontaires officiellement reconnues, lesquelles restent libres de régler comme elles l'entendent leur activité en temps de paix.

En définitive, après avoir entendu un excellent rapport de M. Renault sur la répression des abus du signe de la Croix-Rouge, la Conférence a adopté la résolution suivante proposée par lui et amendée par M. Ador :

« La VIII<sup>me</sup> Conférence : 1<sup>o</sup> exprime sa satisfaction de l'adoption par la Conférence de Genève des articles 23, 27 et 28 qui réalisent des vœux plusieurs fois formulés par des conférences antérieures et qui, dans sa pensée, ne limitent pas l'action des sociétés de la Croix-Rouge en temps de paix dans la mesure où elles y sont autorisées par les lois de leur pays.

« 2<sup>o</sup> Exprime le vœu que dans tous les pays où la législation est encore défectueuse, des efforts soient faits pour que les dispositions de ces articles reçoivent leur complète application. »

Après un rapport fort intéressant du général Priou sur la place et le rôle des femmes dans les formations sanitaires et hôpitaux en temps de guerre, l'assemblée s'est associée au double vœu qui le terminait : que dans toutes les nations, les plus grands efforts soient faits pour amener les masses à reconnaître et à bien comprendre la nécessité de l'utilisation des femmes dans les hôpitaux du territoire, en temps de guerre, et de leur instruction préalable au point de vue matériel comme au point de vue moral ; et que la Conférence adresse de chaleureux éloges aux Croix-Rouge russe et japonaise et à leur personnel hospitalier si instruit et si dévoué.

La question du rôle des sociétés de la Croix-Rouge dans la guerre navale a été introduite par un rapport très développé et intéressant du Dr G.-H. Makins, et par des considérations orales de M. le prof. Renault, lequel s'est élevé contre une des assertions du rapporteur anglais. M. Makins admet que les hôpitaux flottants ne pourraient jamais se risquer en dehors de la protection de leur propre flotte sans s'exposer au risque d'être visités et dépouillés de leur provision de charbon par quelque torpilleur ou destroyer ennemi qui viendrait à les rencontrer.

M. Renault a indiqué que, dans son opinion, le droit de l'ennemi ne pourrait pas aller jusqu'à dépouiller le navire de la quantité de charbon nécessaire à sa propre consommation.

L'assemblée a adopté les conclusions de la Commission spéciale de la Croix-Rouge sur mer terminées par le vœu que, dans les divers pays, sous la forme qui leur conviendra, suivant leur organisation particulière, il s'établisse des liens entre l'administration de la marine et les sociétés de secours, de manière à permettre à celles-ci de former une assistance utile et d'obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de leur action charitable.

Le Comité russe a présenté un rapport très documenté sur un projet d'organisation d'entrepôts de la Croix-Rouge et sur la question des rapports mutuels de ces entrepôts dans divers pays, en temps de paix et en temps de guerre.

Les conclusions se formulaient ainsi :

1° L'expérience de la guerre russo-japonaise confirme l'urgence

de l'organisation d'un réseau d'entrepôts de matériel sanitaire en temps de paix.

2° Pour que cette organisation soit à la hauteur du but qu'elle se propose, il est nécessaire qu'elle soit dirigée par un organe compétent, qui serait toujours au courant des progrès scientifiques et techniques.

3° Le renouvellement du matériel sanitaire se fera par la vente du dit matériel aux hôpitaux et communautés sous le contrôle des représentants de ces institutions.

Ces trois résolutions ont été adoptées.

Quant à la quatrième elle a été renvoyée à l'examen du Comité international ; elle est ainsi conçue :

L'établissement de relations directes et continuelles entre les entrepôts centraux de la Croix-Rouge de différents pays serait d'une grande utilité pour le progrès de l'œuvre, ainsi que pour l'acquisition du matériel et des produits dans des conditions favorables.

Le Comité central français, par l'organe de M<sup>me</sup> Pérouse, a présenté un rapport très étudié et très intéressant sur les moyens improvisés de relèvement et de transport des blessés.

Dans l'échange de vues qui a suivi cette communication, M. le président du Comité central allemand a signalé les résultats déjà obtenus en Allemagne à ce point de vue, et rappelé que le Comité central allemand adressa l'an dernier aux Comités centraux des autres pays une demande de renseignements pour la préparation d'un livre sur cette question. Il a prié, en conséquence, les Comités centraux d'envoyer leur réponse le plus tôt possible.

La résolution suivante a été adoptée à l'unanimité par l'assemblée :

La Conférence émet le vœu que la question des moyens de transport improvisés des blessés tombés sur le champ de bataille soit mise à l'étude dans toutes les sociétés de la Croix-Rouge, principalement en ce qui concerne la construction des brancards avec les objets usuels qu'on a partout sous la main et l'aménagement des voitures de tous modèles. — Elle signale aux sociétés adhérentes l'importance d'exercer, dès le temps de paix, ceux de leurs membres qui habitent les régions frontières, à la pratique

des opérations de cette nature qu'ils pourront être appelés à exécuter en temps de guerre.

Dans la séance du 14 juin l'assemblée a entendu successivement un rapport du Comité des Pays-Bas sur la Convention de Genève révisée et les sociétés de secours volontaires, sujet qui avait été présenté également par le Comité central allemand ; une étude de la question de l'emploi des chiens dans le service de santé militaire, laquelle est renvoyée à l'examen des Comités centraux ; un rapport du Comité anglais et un rapport du Comité allemand sur l'organisation des Conférences internationales.

Le rapport du Comité international sur la « participation de la Croix-Rouge à la lutte antituberculeuse », résumé brièvement par M. le Dr Ferrière dans la séance du 14 juin, a été accueilli très favorablement par la Conférence.

Au point de vue des sociétés de la Croix-Rouge, l'accord a été unanime sur l'utilité pour ces sociétés d'avoir, en temps de paix, une activité régulière, et, autant que possible, uniforme.

Au point de vue de la lutte antituberculeuse, divers représentants des états-majors sanitaires des armées ont exprimé leur satisfaction d'entrevoir une solution à la question de la tuberculose dans l'armée et dans les conseils de recrutement, par l'intervention des sociétés de la Croix-Rouge. Fort pénible, en effet, est la situation de l'administration sanitaire entre les exigences du budget militaire, qui ne comporte pas de fonds disponibles pour les soins aux malades chroniques, entre l'armée qui doit entretenir des hommes valides pour la défense de la patrie, et le point de vue humanitaire et social qui répugne à renvoyer dans leurs familles des malades chroniques et contagieux qui seraient mieux soignés et surveillés dans un sanatorium militaire.

Mais on est forcé de constater l'incompatibilité fondamentale qui existe entre la notion d'armée et celle de sanatorium. La Croix-Rouge pourrait-elle être une solution à cette difficulté ? Il paraît logique de l'admettre.

Un orateur a soulevé l'objection de l'insuffisance des ressources des sociétés de la Croix-Rouge. Cependant l'argent se trouve généralement pour des besoins dûment constatés ; la campagne antimarijuana en Italie, la campagne antituberculeuse en Allemagne,



réalisées toutes deux par la Croix-Rouge de ces pays, en sont la preuve. Du reste, dans tous les pays où il existe, comme c'est le cas aujourd'hui dans la plupart des pays d'Europe, des institutions civiles bien organisées pour lutter contre la tuberculose, le concours de la Croix-Rouge peut se faire sans bourse délier, ces sociétés fonctionnant uniquement comme trait-d'union entre les ligues antituberculeuses et l'armée. C'est ce qu'indiquait le rapport du Comité international et il importe que les sociétés de la Croix-Rouge ne se laissent pas rebuter par cet argument spécieux.

L'un des délégués à la Conférence, qui est en même temps secrétaire général de la ligue antituberculeuse internationale, M. le prof. Dr Pannwitz, a qualifié de « très ingénieuse » la proposition du Comité international quant au triage des tuberculeux à l'occasion des recrutements. Il a démontré tout ce qui se fait déjà en Allemagne pour combattre la tuberculose, soit dans la population civile, soit à l'armée et parmi les hommes éliminés de la troupe; œuvre gigantesque, on peut le dire, et qui a donné déjà des résultats remarquables. On en trouvera l'exposé dans le beau volume : *La Croix-Rouge allemande et la tuberculose*, distribué aux membres de la Conférence à propos de cet intéressant exposé.

S. E. le baron von dem Knesebeck, président du Comité central allemand de la Croix-Rouge et auteur, en collaboration avec M. le professeur de Pannwitz, de cet ouvrage, a exprimé à l'assemblée toute sa satisfaction de voir la campagne de la Croix-Rouge contre la tuberculose, en Allemagne, approuvée et suivie par les autres pays.

Après quelques explications de M. le Dr Singer sur le fonctionnement des sanatoriums populaires allemands de la Croix-Rouge et un exposé de M. le Dr Bikélas sur la campagne antituberculeuse réalisée en Grèce par la Croix-Rouge hellénique, M. le général-major Cavaliere Luigi Ferrero di Cavallerleone, inspecteur des services médicaux de l'armée italienne, dit son admiration pour cette œuvre du temps de paix poursuivie par la Croix-Rouge et observe que les craintes qu'il a pu exprimer précédemment sur une trop grande dissémination des ressources des sociétés, pour des objets autres que les secours en temps de guerre, ne s'appliquent évidemment qu'aux sociétés qui ne sont pas encore assez puissantes pour consacrer des budgets spéciaux à ces œuvres annexes.

M. le Dr Duchaussoy, tout en approuvant les tentatives faites par la Croix-Rouge dans le sens des secours en temps de paix, craint que les ressources de certaines sociétés ne suffisent pas à la campagne antituberculeuse.

Comme nous l'avons dit plus haut, la Croix-Rouge nous paraît cependant pouvoir intervenir dans cette campagne, en ce qui concerne, en particulier, les éliminés de l'armée, sans charges pour elle; ce serait le cas en particulier dans un pays tel que la France où la lutte antituberculeuse est d'ores et déjà assez bien organisée pour qu'il suffise, sans doute, de signaler simplement aux ligues locales les cas de tuberculose constatés aux visites sanitaires des recrutements et à l'armée, pour qu'on puisse être assuré que ces malades ne seront pas perdus de vue.

Ajoutons que, de même que différents représentants des corps de santé militaires, délégués à la Conférence, le Directeur général du Service de santé de l'armée anglaise, Surgeon General Sir A. Keogh, a approuvé entièrement l'initiative de M. le Dr Ferrière et a demandé communication de ce rapport à la direction médicale du War Office.

Souhaitons que dans cinq ans, lors de la prochaine Conférence, plusieurs sociétés de la Croix-Rouge viennent donner le résultat de leurs efforts dans la campagne antituberculeuse à l'armée.

En l'absence de son auteur, M. le président résume le rapport de M. le Dr Guyon sur l'œuvre du Bon-Pansement. Il contient un hommage au grand chirurgien anglais Lister, hommage auquel l'assemblée s'associe en se levant tout entière. Les deux vœux suivants sont adoptés par la Conférence :

a) Organisation dans l'armée et dans la population civile de l'enseignement théorique et pratique de pansements, et propagation, par cet enseignement, des mesures qui mettent les personnes et les choses à l'abri des contaminations.

b) Etude particulière des mesures qui, en temps de guerre, comme en temps de paix, assurent aux blessés l'application d'un pansement, fait aussi tôt que possible, dans les conditions qui mettent à l'abri de l'infection.

M. le marquis de Vogüé résume également le rapport du Dr Cazin (France) sur le développement des Dispensaires-Ecoles d'infirmières, lequel conclut à la résolution suivante adoptée par l'assemblée: La VIII<sup>me</sup> Conférence insiste à nouveau sur la nécessité d'organiser, pour le fonctionnement, en temps de guerre, des formations sanitaires des sociétés de la Croix-Rouge, un enseignement essentiellement pratique destiné à former en temps de paix des infirmières diplômées, soit dans des Dispensaires-Ecoles, soit dans des Hôpitaux-Ecoles spécialement affectés à cet usage.

Le Comité central allemand avait annoncé un rapport sur les expériences qui ont été faites depuis la dernière Conférence au point de vue de l'assistance internationale, et sur les résultats de ces expériences, mais n'ayant pas reçu en temps utile tous les renseignements demandés il n'a pu le préparer pour la Conférence se réservant de l'envoyer ultérieurement aux Comités centraux.

Le Comité central français, par l'organe de M. le Dr Duchaussoy, fondateur de l'Association des Dames françaises, résume en un langage d'une élégante précision, son rapport sur la nature du secours que les neutres peuvent donner aux belligérants; il formule le vœu que les belligérants, s'inspirant des raisons d'humanité, autorisent, autant que les nécessités de la guerre le permettront, l'intervention des Croix-Rouge des nations neutres:

1° par le don de médicaments et objets servant au traitement des malades et des blessés; par le don de vivres et de boissons réconfortantes, dans le cas où les ambulances ou les hôpitaux de l'un des belligérants ne sont pas suffisamment approvisionnés;

2° par l'évacuation des malades et des blessés gravement atteints, dans le cas de ville assiégée, évacuation qui serait opérée par les soins et sous la responsabilité d'une nation neutre.

Le premier paragraphe de ce vœu est adopté à l'unanimité; le second, qui soulève de délicates questions au point de vue militaire, est renvoyé à l'examen de la commission spéciale des délégués.

Sur la proposition de M. de Csekonics (Hongrie), un hommage de reconnaissance aux mérites de Miss Florence Nightingale,

chaudement appuyé par le président, est adopté par l'assemblée tout entière, qui décide également de renvoyer à l'examen des Comités centraux l'idée d'une fondation Nightingale, pour une médaille commémorative internationale, destinée seulement aux dames qui se seraient tout particulièrement distinguées dans l'œuvre des garde-malades.

Le Comité hongrois a, par l'organe de M. de Farkas, exprimé le vœu qu'à l'avenir, non seulement les Sociétés de la Croix-Rouge s'envoient réciproquement leurs expériences sous forme de communications imprimées, mais aussi qu'elles veillent à ce que leurs gouvernements respectifs veuillent bien mettre à la disposition des sociétés qui ne sont pas restées passives pendant une guerre les publications en relation avec l'hygiène et la médecine militaires.

On verra plus loin sous quelle forme cette résolution, soumise à la Commission des délégués, a été acceptée par la Conférence.

Miss M.-T. Boardman (Etats-Unis), a présenté un intéressant rapport sur la Croix-Rouge américaine qui a pris en ces derniers temps un développement très réjouissant. A cette occasion, M. le Dr Duchaussoy propose d'adresser un souvenir reconnaissant à Miss Clara Barton.

L'assemblée a encore entendu, ce jour-là, un rapport de M. le Dr Molitor, au nom de l'Association congolaise et africaine, sur la lutte contre la maladie du sommeil et des considérations de M. Rho (Italie), sur la lutte contre la malaria.

Au cours de la séance finale du 15 juin, la Conférence a encore entendu une proposition de M. de Loqui (de la Croix-Rouge argentine), portant que dans tous les pays où les Sociétés de la Croix-Rouge sont organisées, il soit établi un service permanent en temps de paix, pour donner, quand il y sera fait appel, des secours immédiats aux victimes de calamités publiques, et cela sans considération de situation, de religion, de politique ou de nationalité.

Cette proposition fut renvoyée à l'examen du Comité international.

L'assemblée a pris, enfin, sur le rapport de M. Ador, au nom de la Commission des délégués, les décisions suivantes :

1<sup>o</sup> Au sujet du 2<sup>e</sup> § du vœu de M. le Dr Duchaussoy, sur la nature des secours que les neutres peuvent donner aux belligérants :

« La VIII<sup>e</sup> Conférence internationale émet le vœu qu'en cas de ville assiégée, les sociétés de la Croix-Rouge appartenant à des nations neutres, soient admises, à des conditions stipulées entre les belligérants et sous leur contrôle, à organiser l'évacuation des malades et des blessés gravement atteints. »

2<sup>o</sup> Au sujet de l'organisation des Conférences internationales (proposition de M. de Knesebeck, Allemagne) :

« La VIII<sup>e</sup> Conférence internationale invite les Comités centraux, qui seront ultérieurement chargés de l'organisation des Conférences internationales, à prendre les mesures nécessaires pour que tous les rapports sur les questions à discuter soient reçus par les Comités centraux, quinze jours au moins avant l'ouverture de la Conférence. Les Comités centraux qui n'observeraient pas ces prescriptions s'exposeraient à ce que leurs rapports ne fussent pas discutés. »

3<sup>o</sup> Au sujet de la proposition du Dr de Farkas (Hongrie), tendant à rendre plus productive pour les Sociétés de la Croix-Rouge l'expérience des guerres, la Conférence exprime le vœu qu'à l'avenir les Sociétés de la Croix-Rouge s'envoient réciproquement leurs expériences sous forme de communications imprimées, ainsi que les documents qui pourraient leur être communiqués par leurs gouvernements, afin qu'elles puissent profiter des expériences faites pour le soulagement des souffrances des soldats blessés et malades.

4<sup>o</sup> Sur l'organisation dans les divers pays d'entrepôts par les soins de la Croix-Rouge et sur les rapports mutuels de ceux-ci en temps de paix et en temps de guerre (Dr Petersen, Russie), la Conférence a approuvé les résolutions suivantes :

a) L'expérience des guerres récentes confirme l'urgence de l'organisation, en temps de paix, dans chaque pays, d'un réseau d'entrepôts de matériel sanitaire.

b) Pour que cette organisation soit à la hauteur du but qu'elle se propose, il convient qu'elle se tienne au courant des progrès scientifiques et techniques.

c) L'établissement de relations directes et continuelles entre les Comités centraux de la Croix-Rouge, au sujet des entrepôts des différents pays serait d'une grande utilité pour le progrès de l'œuvre et pourrait assurer dans des conditions très favorables l'acquisition de matériel et de produits.

Le Dr Bessim Omer Pacha, délégué du gouvernement ottoman, s'est excusé d'être arrivé en retard à la Conférence et a donné lecture d'une communication de son gouvernement qui émet le vœu que la Conférence internationale reconnaisse le Croissant-Rouge, comme substitution au signe de la Croix-Rouge dans les pays musulmans.

Il fut répondu à Omer Pacha par MM. Ador et Odier que cette question n'était pas de la compétence d'une conférence des Sociétés de la Croix-Rouge, attendu que la question du signe distinctif assurant protection au personnel et au matériel de secours avait été réglée par deux Conventions internationales, celle du 22 août 1864 et celle du 6 juillet 1906. Il fut rappelé à ce propos que des pays non chrétiens, comme le Japon, le Siam, la Chine, avaient accepté ce signe distinctif, le considérant non point comme un symbole religieux, mais comme un emblème reproduisant les couleurs nationales de la Suisse, le pays où l'œuvre des secours volontaires avait pris naissance. On doit espérer que le jour viendra où les peuples musulmans pourront se placer au même point de vue et se joindre, sur ce point aussi, aux décisions des nations civilisées du monde entier.

Mentionnons encore le fait que les délégués japonais ont renouvelé leur invitation de convoquer la prochaine Conférence internationale au Japon et que les délégués américains, se sont déclarés aussi tout disposés à l'organiser, au cas où l'éloignement ferait renoncer à l'avoir au Japon. Ces deux propositions ont été renvoyées à l'examen du Comité international.

Nos lecteurs trouveront plus loin un article spécial consacré à la très-intéressante exposition d'Earls-Court en vue du concours ouvert par S. M. l'Impératrice Marie-Féodorowna de Russie, et aux décisions du Jury international chargé d'apprécier les résultats de cette exposition.

Sur la proposition de M. de Knesebeck (Allemagne), il fut décidé d'envoyer à l'Auguste donatrice le télégramme suivant :

« La VIII<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge, après avoir distribué les fonds provenant des libéralités de votre Majesté, croit devoir lui adresser l'hommage respectueux de sa profonde reconnaissance ».

L'heure de la clôture des travaux ayant sonné, M. le comte Taverna (Italie) s'est fait l'interprète de la Conférence, en adressant ses respectueux hommages à LL. MM. le roi et la reine d'Angleterre et en les remerciant de l'auguste patronage qu'elles ont accordé à cette Conférence. L'Assemblée s'est levée en signe d'hommage. Le même orateur adresse aussi les remerciements des délégués aux organisateurs de la Conférence, qui leur ont offert une si large et si brillante hospitalité.

Un témoignage de reconnaissance bien mérité fut encore donné par M. de Knesebeck à M. le marquis de Vogüé qui avait présidé aux délibérations avec tant de distinction et de cordiale bienveillance.

Enfin, sur la proposition des délégués japonais, le télégramme suivant fut adressé à M. Gustave Moynier, à Genève :

« La VIII<sup>e</sup> Conférence des Sociétés de la Croix-Rouge, envoie à M. Gustave Moynier fondateur du Comité international de Genève, l'expression de sa reconnaissance pour les services qu'il a rendus à l'œuvre, et lui adresse ses respectueux hommages. »

Cet aride compte rendu serait par trop sommaire, s'il n'était pas fait encore mention des brillantes réceptions offertes aux délégués au cours de la Conférence.

Nous fûmes admis à l'honneur d'être présentés à LL. MM. le roi et la reine entourés de la famille royale au Palais de Buckingham. Par ordre de Leurs Majestés, les membres de la Conférence furent également invités à visiter le splendide château de Windsor où une collation leur fut offerte dans l'orangerie.

De nombreux représentants de la Société anglaise, membres du Comité de réception de la Conférence, ouvrirent aussi leurs salons aux délégués qui conserveront un souvenir reconnaissant de la gracieuse cordialité avec laquelle ils furent accueillis et fêtés. Le Lord-Mayor de Londres fit aux congressistes les honneurs de Man-

sion-House et un superbe dîner réunit dans la vaste salle à manger de l'hôtel Cecil, les membres de la Conférence, et leurs aimables hôtes d'Angleterre.

Si nous cherchons, en terminant, à caractériser l'effort actuel des sociétés de la Croix-Rouge tel qu'il ressort des travaux de la Conférence et de la nature des questions qui lui ont été soumises, il semble bien que la préoccupation maîtresse est bien d'utiliser, en temps de paix, les moyens d'action considérables, préparés par ces sociétés, pour le soulagement d'autres misères sociales que celles résultant spécialement de la guerre ; ainsi, la tuberculose, cette plaie des grandes agglomérations humaines, les victimes de la malaria, de la famine, des tremblements de terre, en un mot de toutes les grandes calamités publiques.

On y voit le grand avantage de tenir en haleine un personnel qui se découragerait dans l'inaction, de maintenir en état un matériel qui se détériorerait par le non-usage, et d'habituer de plus en plus les populations à considérer la Croix-Rouge comme la sauvegarde de tous les malheureux.

On peut signaler aussi le sentiment de sécurité donné à nos sociétés par leur reconnaissance officielle dans l'acte international de la Convention de Genève, situation qu'elles s'efforceront de mériter de plus en plus, par leur préparation toujours plus complète en vue de la guerre, et leur activité en temps de paix.

Nous croyons que tous les délégués à la Conférence de Londres rapportent l'impression d'un travail utile au développement de notre œuvre et une vive reconnaissance pour l'accueil si aimable et si hospitalier qui leur a été fait par la Société anglaise de la Croix-Rouge.

E. ODIER.

---

#### L'EXPOSITION DE MATÉRIEL DE SECOURS

*à l'occasion du concours pour les Prix de S. M. l'Impératrice  
Marie-Féodorowna.*

Les travaux du jury international du « Fonds Impératrice Marie-Feodorowna » n'ont point été une sinécure. L'exposition organisée avec élégance dans la vaste salle du Prince's Hall à Earls Court, par les soins intelligents du président du Comité